

Au début de cette semaine à London, j'ai assisté à des réunions qui se tenaient pas très loin des installations où, ...il y a bien longtemps, un groupe s'est formé sous le nom de la Compagnie des aventuriers d'Angleterre trafiquant dans la baie d'Hudson. Avec une autre organisation à laquelle elle faisait concurrence, elle a ouvert la voie vers l'Ouest. Et quel était l'enjeu pour ces Européens? -- le droit de vendre des fourrures canadiennes sur les marchés européens, vente qui a donné lieu à l'une des campagnes les plus acharnées de ces dernières années -- une campagne visant à arrêter la vente des fourrures canadiennes sur les marchés européens. Des revirements aussi ironiques se rencontrent partout.

La politique canadienne en matière d'immigration a été conçue pour attirer les colons d'Europe afin que ceux-ci viennent exploiter l'un des greniers naturels du monde, les Prairies. Notre industrie de l'élevage dans les ranchs a prospéré grâce aux avantages naturels offerts par les avant-monts et les collines Cypress, et d'autres régions idéales pour l'élevage du bétail. Pendant la première moitié de notre existence comme nation, nous nous sommes préparés à tirer le meilleur parti des avantages naturels en matière d'agriculture. Maintenant, nous sommes engagés dans un combat déterminant avec des nations -- souvent amies -- qui sont devenues puissantes en tenant compte des avantages naturels, mais qui remplacent maintenant les lois du marché par un enchevêtrement de contrôles et de subventions.

Le dilemme pour un pays qui ne compte que 25 million d'habitants est que, même si nos principes étaient assez souples pour que nous considérions que les avantages naturels sont sans rapport avec la question, nous ne pourrions, malgré tout, nous payer ce luxe. Nous avons peut-être de meilleurs agriculteurs que l'Europe et les États-Unis, mais la trésorerie de ces pays est plus importante. Au Sommet économique de Tokyo, le Premier Ministre a cité des chiffres aux dirigeants du Japon, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, des États-Unis et à d'autres défenseurs de l'économie du marché. En moyenne, un producteur de grain reçoit une subvention gouvernementale de 94 \$ US par tonne en Europe, de 75 \$ aux États-Unis, et de 34 \$ au Canada. Ces chiffres ne tiennent pas compte de tous les coûts du nouveau projet de loi américain, ceux-ci étant littéralement incalculables.

Il est évident que le Canada ne peut offrir des subventions aussi élevées que les États-Unis et l'Europe. Ce qui est clair également, c'est que nos meilleurs amis -- lorsque nous opposons notre intérêt fondamental au leur -- font passer leurs intérêts avant les nôtres, même si cela comporte des échanges avec des régimes qu'ils condamnent habituellement.